

L'histoire, une école d'indiscipline et de vigilance

Entretien de Monique Chastanet (1) avec

Elikia M'BOKOLO (2)

M. C. – L'histoire africaine s'est constituée comme discipline scientifique à la période des indépendances. Quelles sont, d'après vous, les grandes lignes de son évolution depuis les années 1960 ?

E. M'Bokolo – Je noterai tout d'abord la permanence de certaines méthodes et techniques de recherche mises au point par les historiens et les ethnologues de l'époque et qui caractérisent la naissance de l'histoire moderne en Afrique : je veux parler de l'étude des sources orales qui, après avoir suscité de grands débats, ont révélé leurs qualités et leur pertinence. L'histoire précoloniale ne pouvait se faire, pour l'essentiel, que sur la base des traditions orales. Depuis il s'est avéré que des pans entiers de la vie sociale échappent au domaine des archives. Aujourd'hui, on a également recours aux sources orales pour faire l'histoire du temps présent, l'histoire politique notamment, comme dans le travail que j'ai réalisé avec des collègues zaïrois et B. Jewsiewicki.

Quant aux objets de l'histoire africaine, il y a eu des changements très intéressants, au niveau des rapports entre espace et société notamment. Au début, surtout pour l'histoire précoloniale, il semblait aller de soi de faire des « histoires ethniques », les *tribals stories*, chacun s'enfermant dans son domaine. Par la suite – est-ce venu des ethnologues, des historiens ou des sociologues attachés à la sociologie dynamique comme G. Balandier – il est apparu évident que beaucoup de phénomènes sociaux tiraient leur pertinence non pas de l'appartenance à tel ou tel groupe ethnique mais de conjonctures ou de phénomènes plus larges. Les études sur les réseaux marchands, les migrations, les influences religieuses d'une formation ethnique à une autre, la diffusion des modèles politiques, des modèles étatiques notamment, toutes ces études ont montré que l'objet sur lequel l'histoire de l'Afrique s'était constituée n'était peut-être pas le plus pertinent. Les chercheurs français ont beaucoup contribué à ce débat.

(1) Historienne. Orstom.

(2) Historien. Directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.

– À quelle période le situez-vous ?

– Il est relativement récent. Toutefois, dès la fin des années 1960 et le début des années 1970, beaucoup d'élèves de G. Balandier, qui avaient réalisé des monographies en Afrique de l'Ouest et au Congo, portant aussi sur les rapports socio-économiques et les relations de pouvoir, ont finalement pris conscience que leurs études ne trouvaient pas leur pleine signification à l'intérieur de ce cadre monographique. Cette réflexion a été reprise par la suite, formalisée et systématisée, notamment par J.-L. Amselle, J.-P. Chrétien, G. Prunier et d'autres chercheurs ayant travaillé sur le Rwanda et les régions interlacustres. Cela nous ouvre un nouveau champ de recherche : comment des groupes s'approprient leur passé, construisent une identité, la rapportent à un espace, pourquoi ces identités sont plus ou moins durables selon les cas, comment elles sont toujours le produit d'une reconstruction permanente et d'une manipulation.

– Et comment des identités multiples coexistent...

– Bien sûr. Pendant longtemps les sciences sociales travaillant sur l'Afrique, marquées peut-être par les discours des Africains sur eux-mêmes, ont eu tendance à croire qu'une seule identité se rapportait à chaque individu, à chaque groupe. On pensait par exemple que lorsque des gens se présentaient comme kongo, ils excluaient d'autres identités, ce qui n'était pourtant pas le cas. Ce changement de perspective est donc un acquis fondamental.

Un autre domaine prometteur concerne les tentatives de quantification. L'histoire quantitative a été et reste peut-être encore le parent pauvre de la recherche en Afrique mais elle touche à des thèmes forts de l'historiographie africaine, la démographie notamment. Si l'on prend les données démographiques fournies par les explorateurs, elles apparaissent au premier abord comme inexploitable. Mais l'histoire démographique d'autres pays, comme le royaume de France ou le royaume d'Angleterre, est elle aussi fondée sur des chiffres très discutables. Certains historiens de l'Afrique ont donc voulu en tirer des résultats et on commence à avoir pour le Tanganyika, pour le Rwanda et le Burundi, pour certaines régions d'Angola et du Nigeria des profils d'évolution démographique qui ne correspondent pas à ce qu'on a cru pendant longtemps et qui nous invitent à des recherches plus pointues.

Un autre terrain intéressant, mais très ardu, concerne l'histoire combinée de la démographie, de l'économie, de la production vivrière notamment, et de la maladie, qui cherche à déterminer s'il a existé sur le continent africain des zones particulières de calamités opposées à des zones de prospérité. Si c'est le cas, pourrait-on distinguer des types de sociétés, de comportements et d'évolution ? Sinon, compte tenu du fait que l'Afrique a connu beaucoup de catastrophes et continue d'en connaître, est-il possible d'en faire un objet d'histoire ?

– *Vous-même, comment vous situez-vous dans l'évolution de cette discipline, pourriez-vous préciser votre itinéraire ?*

– J'ai commencé par m'intéresser à l'une des périodes dont je continue de croire qu'elle est riche et significative dans l'histoire du continent africain, à savoir la tranche de cinq ou six décennies entre l'abolition de la traite des esclaves et la colonisation. Il s'est passé des choses extrêmement intéressantes, à la fois dans les régions les plus en rapport avec le monde occidental et dans les régions de l'intérieur. Dans les premières, on a tenté pendant ce « gros » demi-siècle d'établir des relations qu'on appellerait aujourd'hui de partenariat entre Africains et Européens et de développer un mode d'insertion de l'Afrique dans l'économie internationale, contrôlé par les Européens. Cela a fait l'objet de très belles études sur l'arachide, l'huile de palme, pour ce qui est des réussites. Personnellement j'ai étudié quelque chose qui n'a pas réussi, c'est-à-dire la permanence dans cette phase de transition d'une économie qui était, pour dire vite, une économie de pillage fondée sur la chasse et la cueillette.

Ensuite, en rapport avec une émission de radio que je produisais dans les années 1975 à 1980-85 environ, je me suis tourné vers l'histoire contemporaine. J'ai donc travaillé sur les phénomènes sociaux, culturels et politiques à la période des indépendances en Afrique-Équatoriale française, au Congo et au Zaïre. Finalement j'ai élargi ce travail pour écrire un ouvrage d'histoire politique et sociale sur l'Afrique au XX^e siècle.

Parallèlement, dans le cadre de mes séminaires, j'ai travaillé avec mes étudiants sur le thème de la mort, de la maladie et des rapports entre épidémies, santé, famines dans certaines régions d'Afrique.

En ce moment, j'essaie de réfléchir sur la production des identités. Il y avait au départ ce problème des phénomènes « ethniques », « tribaux » et je me demande si l'on ne peut pas l'élargir à un contexte beaucoup plus englobant sur la production de l'africanité en tant que telle. Des « rencontres » un peu fortuites à la Bibliothèque nationale m'ont conduit à travailler sur un fichier d'auteurs intéressants. On a cru pendant longtemps que l'africanisme était né – en gros entre 1830 et 1950 – dans ce fameux triangle constitué par les Caraïbes anglaises et les États-Unis pour le pôle américain, Londres et Liverpool pour le pôle anglais, Accra, Freetown et Lagos pour le pôle africain. Il me semble aujourd'hui que l'on peut remettre en cause cette idée en suggérant l'existence d'un autre triangle qui serait fondé sur les Caraïbes françaises, Haïti en particulier, la France, Paris surtout dont il m'apparaît de plus en plus qu'elle est une ville africaine, et un point de chute en Afrique qui pourrait être le Bénin, le Sénégal... Il faut prendre également en compte un réseau lusophone entre le Brésil, la côte des Esclaves, l'Angola et Lisbonne.

– *Vous envisagez surtout le rôle des intellectuels...*

– Oui, c'est une histoire intellectuelle, une histoire des idées, l'histoire d'un groupe social.

– *Est-ce que les migrations, en Afrique et vers l'Europe, n'ont pas aussi pris part à la constitution de cette africanité ?*

– Absolument, parce que ces triangles sont connectés entre eux ainsi qu'aux mouvements de population propres au continent africain. Il y a, en effet, une production d'identité de la part de tous ces groupes qui ont beaucoup bougé : les Hausa, les Soninké, les Swahili, ceux qu'on appelle les Bangala... Je crois que l'africanité n'est pas une invention de l'ethnologue ou de l'historien. C'est probablement une identité qui a ses bases dans cette classe intellectuelle ou dans ces groupes de migrants qui très tôt avaient une connaissance relativement profonde du continent africain.

– *Quelle a été la part des questions du temps présent dans le choix de vos thèmes de recherche ?*

– J'ai récusé la position des collègues africains qui ont fait ou continuent de faire une histoire nationaliste. Ces réflexions sur le phénomène identitaire étaient et sont précisément destinées à montrer le caractère très relatif, très récent de la production des nations africaines actuelles. Replacés dans la longue durée, ce sont des phénomènes courts sur lesquels on n'a peut-être pas intérêt à s'investir massivement. Les objets historiques que l'on construit aujourd'hui sont destinés à entretenir, d'une manière peut-être un peu utopique, une flamme panafricaine et à souligner qu'à l'intérieur de certains groupes sociaux on a conçu, bien avant les années 1950, des projets de grande ampleur dans une vision continentale ou régionale. J'ai tendance à croire que pour l'histoire politique et intellectuelle de l'Afrique certains de ses moments les plus forts correspondent aux avancées de ce sentiment panafricain.

D'autres questions se posent également : il ne faut pas perdre de vue que les discours identitaires sont toujours à mettre en rapport avec des stratégies sociales et politiques. L'histoire du présent c'est aussi, pour moi, l'histoire de la manière dont les élites africaines et les élites noires des Amériques arrivent à élaborer des rapports de complicité, de domination et de manipulation avec les autres groupes sociaux. Ce que l'histoire nationaliste a souvent construit, sur le mode du consensus et de l'unanimité, est parfois vrai au niveau des discours mais ne l'est pas du tout au niveau des stratégies sociales. Là aussi, bien sûr, ce « consensus » et cette « unanimité » constituent un objet que l'historien doit étudier.

– *Quel pourrait être le rôle des historiens aujourd'hui face aux problèmes que rencontre l'Afrique ?*

– D'une certaine manière, le « public » répond pour nous puisque l'histoire passionne les gens en Afrique. Ce qui est au centre des conférences nationales depuis deux ans, c'est la volonté de faire surgir du néant ces pans de la mémoire que les régimes avaient en général essayé d'occulter : de quoi est morte telle personne, comment a été fait tel coup d'État...? La mémoire sera toujours l'objet d'une manipulation de la part des pouvoirs mais c'est à nous qu'il appartient de la restituer aux gens qui en ont besoin.

Je crois aussi qu'il y a un travail pédagogique à effectuer. L'évolution de l'Afrique dans les dix, vingt ou vingt-cinq dernières années a été telle qu'en Afrique même et à l'extérieur il existe un énorme pessimisme sur le devenir du continent. Personnellement, l'une des premières tâches que j'assigne à l'historien et qui est tout à fait compatible avec les règles de son métier, c'est de montrer que le temps dans lequel les hommes vivent et se représentent le sens des choses est très, très court par rapport à la longue durée et ne légitime pas ce pessimisme.

Un autre point important consiste à montrer que le pouvoir africain et toutes les stratégies qui lui sont liées ont une histoire. Pendant longtemps et jusqu'à aujourd'hui, on a dit, en schématisant les choses à l'extrême : avant les colonisateurs, c'était très bien, ensuite il y a eu cette période très mauvaise, puis les pères de la nation sont venus; on a dit qu'ils étaient très bons, maintenant on dit qu'ils étaient très mauvais. L'historien doit prendre cela avec beaucoup de recul. Je ne suis pas sûr que les ruptures qu'on a souvent établies se situent vraiment à ces endroits-là. Entre le siècle qui précède la colonisation et la colonisation proprement dite, il y a peut-être des continuités là où on ne s'y attend pas et des discontinuités ailleurs. On pourrait dire la même chose de la religion, montrer que l'Afrique bouge constamment et que ce que nous voyons aujourd'hui participe de ces mouvements internes. Sinon, comment une Afrique qui apparaissait comme prise dans une glaciation pendant vingt ans aurait-elle pu brusquement se mettre à bouger... Sauf à faire appel à un *deus ex machina*, le vent de l'Est !

Il y a enfin la contribution à la citoyenneté. Les « anciens », tels qu'Ajayi, Ogot, ont fait preuve d'une grande érudition dans leurs travaux mais ils n'ont pas réussi à faire le lien entre la charge critique de la production historique et l'attitude qui doit être celle du citoyen. L'histoire est l'une des écoles de la citoyenneté parce qu'elle permet de se rattacher à une durée et de se positionner dans un espace où il y a en permanence des enjeux, des conflits. L'histoire est une école d'indiscipline, d'indocilité et de vigilance.

– *Pour cela une certaine distance est nécessaire. Est-ce que votre position personnelle n'est pas plus facile que celle de vos collègues vivant en Afrique ?*

– Ils sont pris, en effet, dans des rapports souvent très complexes avec la société environnante et la distance est plus difficile à établir. Il y a sans doute de nouvelles cités scientifiques à construire, en créant un véritable partenariat intellectuel et en donnant des moyens de travail à ces chercheurs pour que les nouveaux champs à défricher le soient réellement. Je le crois d'autant plus que, dans le cadre de contrats établis avec le CNRS ou l'EHESS, des chercheurs travaillant sur place, en Afrique, ont produit des études d'une grande qualité.

D'un autre côté, ce qui me frappe et me pose problème, c'est que beaucoup de jeunes chercheurs n'ont pas de regard critique, ils seraient plutôt portés à adopter l'attitude des « traditionnistes », c'est-à-dire l'hagiographie. J'ai dû dire à des étudiants : « Ce que vous faites n'est pas de l'histoire, le métier attend de vous une attitude de courage intellectuel, de lucidité et de remise en cause permanente. » Sans quoi c'est une autre recherche, que peut faire un romancier, un poète, mais certainement pas un historien.